



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-48
Séance du 05 novembre 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le 05 novembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Briane, Caizergues, Castellon, Deyrat, Lenoir, Oudinet, Perez, Petit, Salgues, Serra
Mmes Berard, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Aldon pouvoir à M. Briane, Mme Enjalbert pouvoir à Mme Palau, M. Huber pouvoir à M. Deyrat, M. Viala pouvoir à M. Oudinet

Absents excusés : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Irène Vilaplana

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 18

Procurations : 04

Absents : 01

Votants : 22

Date de convocation et affichage

27 octobre 2020

Objet : Don de soutien en faveur des sinistrés du Gard et des Alpes Maritimes suite aux intempéries du 19 septembre et du 02 octobre 2020

M. le maire propose aux membres du conseil municipal de procéder au versement d'un don au bénéfice des sinistrés des départements du Gard et des Alpes Maritimes, en grandes difficultés suite aux catastrophes qu'ils viennent de vivre lors des intempéries du 19 septembre 2020 et du 02 octobre 2020.

Le conseil municipal après discussion et à l'unanimité décide :

- d'accorder une aide financière de mille euros (1 000 €) pour les sinistrés du département du Gard suite aux intempéries du 19 septembre 2020 ;
- d'accorder une aide financière de mille euros (1 000 €) pour les sinistrés du département des Alpes-Maritimes suite aux intempéries du 02 octobre 2020 ;
- de verser ces sommes à l'Association des Maires de France de l'Hérault qui centralisera les dons reçus.
- de donner pouvoir à M. le maire de signer les toutes les pièces afférentes à cette opération.

Lavérune le 05 novembre 2020

Roger CAIZERGUES
Maire

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérécourse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.1.1